

La situation est un peu meilleure dans le secteur du bénévolat et des services communautaires. Il reste cependant que la société canadienne, pour multiculturelle qu'elle soit, continue de reposer sur des paramètres dépassés.

En 1960, 28 % des Canadiennes étaient sur le marché du travail; en 1989, cette proportion dépassait 58 %. Pourtant, la discrimination contre les femmes demeure vivace et systémique. D'ailleurs, j'ai honte de dire que, dans mon propre ministère, on ne comptait que deux femmes parmi les 30 cadres nommés récemment à des postes de haute direction. Du côté de la diplomatie, une seule femme a été chef de mission auprès des pays du Groupe des sept, M^{me} Jean Wadds, à Londres. Sur un autre plan, les récents débats sur l'avortement et sur les garderies ont mis en relief le net clivage d'opinions entre les hommes et les femmes, clivage que l'on retrouve aussi ailleurs, par exemple lorsqu'il s'agit de guerre et de paix. En vérité, nos institutions ne sont plus le reflet de notre population.

Nous avons aussi une autre lacune, soit celle de n'avoir pas su reconnaître les fondements de notre prospérité, de sorte que nous ne savons pas trop comment façonner notre avenir.

Certains Canadiens, notamment des politiciens très en vue, continuent de se comporter comme si notre économie était fermée, comme si l'économie canadienne ne reposait pas sur le commerce avec tous les autres pays. C'est dans une proportion de 30 % que notre économie dépend aujourd'hui du commerce, ce qui représente 2,4 millions d'emplois directs. Pour le Canada, le commerce n'est pas une option; il est vital.

Pendant toute la décennie 70, on a pu entendre des dirigeants canadiens prononcer de bien belles paroles sur la place du Canada dans le village planétaire. Mais ces mêmes dirigeants sont allés dresser des murs autour du Canada. Ils ont inventé une Agence d'examen des investissements étrangers et un Programme national de l'énergie. Ils ont laissé la dette atteindre des niveaux épouvantables. Certes, ils avaient des raisons d'agir ainsi, et je ne contesterai pas la sincérité de leurs intentions, mais ils se comportaient comme si le Canada pouvait se tenir à l'écart des changements qui étaient en train de transformer le monde.

Ces attitudes n'ont pas complètement disparu. On les rencontre à l'occasion de débats sur le commerce extérieur. Pendant toute la durée du débat sur l'Accord de libre-échange, des critiques furent adressées au gouvernement pour lui dire qu'il devait miser sur le GATT, l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, plutôt que sur un accord de libre-échange. Mais ces derniers mois, lorsque le GATT s'est prononcé contre le Canada - sur le saumon et le hareng, ainsi que sur le vin - les mêmes opinions critiques demandaient: "ne tenez pas compte du GATT; défendez le Canada; ne laissez pas le GATT faire disparaître des emplois canadiens". Ces Canadiens sont prisonniers d'une vieille illusion, d'une vieille hypothèse qui ne s'applique plus. Nous ne pouvons pas choisir les périodes qui nous conviennent pour satisfaire à des obligations internationales.